

## LA MUTATION DE L'ÉCONOMIE ÉTHIOPIENNE

Les limites de la stratégie d'invitation

Jean-Raphaël Chaponnière

De Boeck Supérieur | « Afrique contemporaine »

2018/2 N° 266 | pages 55 à 74

ISSN 0002-0478

ISBN 9782807391734

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2018-2-page-55.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# La mutation de l'économie éthiopienne

## Les limites de la stratégie d'invitation

Jean-Raphaël Chaponnière

**Classée parmi les pays les moins avancés, l'Éthiopie figure depuis dix ans parmi les plus dynamiques et son gouvernement prévoit qu'elle intégrera la catégorie des pays à revenu intermédiaire en 2025. Bien que l'économie soit à dominante agricole et que le pays dépende de l'aide alimentaire, le gouvernement a fait de l'industrialisation une priorité et il a adopté une « stratégie d'invitation » en direction des pays émergents, dont la Chine. En dépit des efforts déployés depuis 2000, la part du secteur manufacturier dans le PIB n'a pourtant pas augmenté, et les exportations de produits manufacturés demeurent faibles.**

**Mots clés :** Afrique – Éthiopie – Chine – Pays émergents – Industrialisation – Investissement



L'Éthiopie a longtemps été associée à des images de conflits, de famines et d'extrême pauvreté, et, jusqu'en 1990, elle était le pays le plus pauvre au monde. Depuis 2000, tout en restant dans la catégorie des pays les moins avancés, elle figure parmi les économies les plus dynamiques d'Afrique, avec une croissance qui approche les 10 % entre 2005 et 2017. Mc Kinsey (2016) classe l'Éthiopie parmi les « nouveaux Lions africains » et, pour le *Time*, elle a intégré les « PINE », avec les Philippines, l'Indonésie et le Nigeria. Elle offrirait « l'exemple d'une insertion réussie dans les chaînes de valeur de la mondialisation » (Michailof, 2015, p. 106) et, « en dépit de performances assez médiocres, elle pourrait, sur la base de son avantage en termes de coût, rattraper la Chine ou le Vietnam dans l'industrie légère et, à moyen terme, son industrie pourrait progresser au-delà de ces secteurs » (Chang, 2016). Les institutions financières internationales applaudissent son gouvernement qui, entre 2000 et 2016, a ramené de 44 à 23 % le pourcentage de la population vivant sous le seuil de la pauvreté absolue. Poursuivant une stratégie qui s'inspire des expériences des pays d'Asie de l'Est, l'Éthiopie a l'ambition d'intégrer la catégorie des pays à revenu intermédiaire en 2025.

Dans les médias, la modification de l'image de l'Éthiopie a été déclenchée par l'implantation, en 2012, d'un fabricant chinois de chaussures, soustraitant de la chaîne de distribution H&M, qui a fait apparaître le pays comme une destination crédible des IDE (Lin, 2017, p. 241). Depuis, l'Éthiopie est

**Jean-Raphaël Chaponnière,**  
associé à Asie21 (Futuribles), a été  
économiste à l'AFD, conseiller

économique en Corée et en Turquie,  
et ingénieur de recherche au CNRS.  
Il a récemment publié *Économie de*

*l'Asie du Sud-Est. Au carrefour  
de la mondialisation* (Bréal, 2018).

souvent présentée comme un tremplin des exportations chinoises, alors qu'elle exporte peu et que ses exportations manufacturières relèvent de l'anecdote. Elle demeure plutôt une économie agricole, très sensible aux aléas du climat : en 2015 et 2016, la sécheresse a ralenti la progression du « Lion africain » et la bonne récolte de 2017 (Banque mondiale, 2018) explique sa reprise. Néanmoins, au-delà du buzz médiatique, l'excellente performance de l'Éthiopie est une réalité qui soulève plusieurs questions. Qu'est-ce qui a provoqué cette rupture de trajectoire et quels sont les moteurs de cette croissance ? Quelle est la nature de « l'État développeur » éthiopien ? De quelle façon l'Éthiopie s'insère-t-elle dans la mondialisation ? Et la stratégie poursuivie répond-elle aux principaux défis de développement du pays ?

Avant d'aborder ces questions, l'article situera l'économie éthiopienne dans son contexte africain et procédera à un survol de son développement jusqu'à la rupture de 2000. Il s'appuie sur les nombreux ouvrages et articles consacrés à ce pays, de même que sur l'analyse des statistiques internationales et nationales, dont la qualité s'est détériorée depuis 2005<sup>1</sup>.

### L'Éthiopie en Afrique de l'Est

Avec 104 millions d'habitants, l'Éthiopie est le pays le plus peuplé d'Afrique de l'Est, et le second en Afrique. Sa population a quintuplé depuis 1950 et le rythme annuel (4 %) d'augmentation de la population urbaine (19 %) est parmi les plus rapides en Afrique subsaharienne. En 1991, le pays a engagé une politique de limitation des naissances qui a ramené la croissance démographique à 2,2 % par an (moyenne 2010-2017) avec une fécondité de 2,4 enfants par femme en zone urbaine et de 6 dans les campagnes.

Depuis la sécession de l'Érythrée, en 1991, l'Éthiopie est un pays enclavé, classé au 173<sup>e</sup> rang sur 184 pour l'Indicateur de développement humain (2016). La totalité des enfants sont scolarisés dans le primaire, et 35 % le sont dans le secondaire.

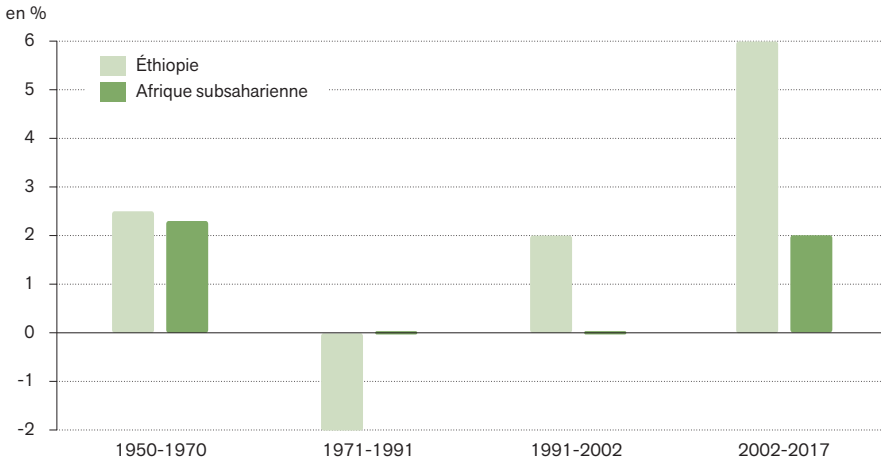
Bien que ses exportations aient quadruplé (en dollars courants) entre 2005 et 2015, le taux d'ouverture de l'Éthiopie est inférieur à celui des pays voisins et son déficit commercial considérable (16 % du PIB en 2016-2017). L'Éthiopie bénéficie d'une aide publique au développement importante. Les annulations de dettes faites dans le cadre de l'Initiative des pays très endettés avaient ramené la dette publique libellée en devises à 10,8 % du PIB en 2008 ; elle est depuis remontée à 33 % (2017), tandis que la dette publique totale reste élevée (59 %).

1. Depuis 2005, les comptes nationaux sont passés de la responsabilité de l'Agence centrale des statistiques à celle du ministère des Finances et du développement économique (Morde) et la qualité des statistiques s'est détériorée. Il est

difficile d'apprécier le taux de pauvreté qui est mesuré par la Commission nationale de planification, ou la répartition de la demande (entre consommation privée, publique et investissement) et la composition sectorielle de

l'investissement. Selon les rapports « Article IV » du FMI, le taux de croissance du PIB depuis 2002 serait inférieur de deux points au taux publié par le CSA éthiopien.

## Taux de croissance du PIB constant par habitant



Sources : base de données de la Banque mondiale, et Morawetz (1975) pour les années 1950.

EciCarto, 12/2018.

**Tableau 1 – L'Éthiopie en Afrique de l'Est (2017)**

	Éthiopie	Kenya	Tanzanie
Population (millions)	104	49	57
Superficie (1 000 km <sup>2</sup> )	1 200	580	945
PIB (milliards de dollars courants)	80	75	51
PIB par habitant (dollars, ppa)	1 076	1 600	1 400
Indice de développement humain (2016)	0,44	0,55	0,53
Éducation secondaire (% de la classe d'âge)	35 %	57 % (2009)	31 % (2013)
Taux d'urbanisation (2015)	19,5 %	26,5 %	32 %
Croissance du PIB (2010-2017)	9,8 %	5,5 %	6,8 %
Croissance démographique (2010-2017)	2,2 %	2,7 %	2,8 %
Exportations (marchandises) (milliards de dollars) 2017	4,1	5,4	4,9
Tarifs douaniers (2015, moyenne pondérée hors agriculture)	10,6 %	6,1 %	6,7 %
Déficit courant (PIB) moyenne 2010-2017	-7,2 %	-7,4 %	-9,3 %
Formation brute de capital fixe % PIB moyenne (2010-2017)	37 %	20 %	30 %
IDE (stock en 2017) (milliards dollars)	18,5	11,9	20,3
APD (milliards de dollars) en 2016	4	2,2	2,3
Dettes publiques (du PIB) en 2017	59 %	55 %	39 %

Sources : bases de données de la Banque mondiale, Chelem Cepii CNUCED, FMI, Nations unies, Division de la population des Nations unies, OCDE, OMC (Accès 2018).

Depuis 1945, l'économie éthiopienne a connu quatre grandes périodes : jusqu'en 1975, sa croissance a été proche de la moyenne africaine ; entre 1975 et 1991, l'économie s'est contractée ; après dix années d'ajustement entre 1991 et 2002, sa croissance s'est accélérée.

## Survol historique jusqu'en 2000

Lointaine héritière du royaume de Sabah, l'Éthiopie<sup>2</sup> est avec le Liberia le seul pays africain qui ait échappé à la colonisation. En 1855, après un siècle d'isolement, l'empereur Téwodros engage un processus de modernisation qui a été continué par Ménélik à la fin du siècle : le gouvernement a invité des experts étrangers pour créer une administration centralisée, construire des infrastructures (dont le chemin de fer reliant Addis-Abeba et Djibouti, par les Français) et organiser l'armée pour défendre l'Empire contre les ingérences étrangères (Acemoglu, 2012, p. 234-238) devenues plus fréquentes après l'ouverture du canal de Suez (1860), qui fait de la Corne de l'Afrique un enjeu géopolitique. Autorisé par le Congrès de Berlin de 1890 à coloniser l'Érythrée, l'Italie tente d'envahir l'Éthiopie. Traité de « singe africain » par le roi d'Italie, l'Empereur Ménélik fait construire une usine d'armement, équipe son armée et inflige à Adoua (1896) la pire défaite subie à cette date par une puissance européenne (Osterhammel, 2017, p. 665). Cette victoire attire l'attention de deux grandes puissances absentes du continent africain : les États-Unis, qui signent un traité d'amitié et accordent le statut de la Nation la plus favorisée à l'Éthiopie en 1903 (Metaferia, 2009, p. 15), et le Japon, qui fait de même en 1930. Après un séjour au Japon, un ministre éthiopien publie « la Source de la Lumière », où il présente la modernisation japonaise comme un exemple (Cavitt, 2009). L'Éthiopie, qui intègre la Société des nations en 1923, est envahie par l'Italie de Mussolini en 1936.

**L'Empire penche à l'Ouest.** Lorsqu'elle est libérée par l'armée britannique, en 1941, l'Éthiopie est l'un des pays les plus pauvres au monde ; sa consommation d'électricité représente un septième de celle du Kenya voisin, et son industrie se résume à une vingtaine d'usines, propriétés de commerçants grecs, arméniens et arabes<sup>3</sup>. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, renouant avec les États-Unis, l'Éthiopie envoie 1 100 soldats en Corée (1950) et devient le premier pays africain à recevoir l'aide américaine<sup>4</sup>. Haïlé Sélassié participe au sommet des Non-Alignés à Bandung en 1955, et accueille Zhou Enlai, Premier ministre de la République populaire de Chine, dix ans plus tard<sup>5</sup>.

Dans les années cinquante, les premiers plans de développement donnent la priorité aux infrastructures et à l'industrialisation conçue comme

2. L'Éthiopie rassemble une centaine de groupes parmi lesquels, un tiers d'Amharas (chrétiens), un tiers d'Oromos (chrétiens et musulmans) et un dixième de Tigréens. (Pankhurst, 1961).

3. L'armée anglaise a envisagé de démanteler ses installations industrielles, estimant que le pays était surindustrialisé en comparaison des colonies britanniques voisines. (Pankhurst, 1996, p. 35-77).

4. La composante militaire de l'aide augmente au fil des ans (Mehretu, 2013).

5. L'empereur attend que la Chine arrête de soutenir le front de libération de l'Érythrée pour se rendre à Pékin et signer un accord de coopération.

6. L'Empereur déclare à des artisans en 1946 : « Le développement de l'industrie sera une source d'enrichissement pour notre pays, il renforcera notre gouvernement, une économie ne peut pas se construire sur des importations » (cité dans Keller, 1991).

7. Deux cents entreprises étrangères, européennes (sucre, assemblage automobile), américaines et russes (raffinerie), parfois associées à des Éthiopiens de l'aristocratie (Amarha, Tigrée et Afar), contrôlent 60 % du capital privé du secteur (Duri, 1969, p. 58).

8. L'État garantit à tout Éthiopien une tenure de dix hectares (maximum) et lui enjoint d'adhérer à une association paysanne (Gascon, 2009).

une diversification de l'économie<sup>6</sup>. Pour promouvoir l'industrie manufacturière, l'État adopte une variante de la stratégie d'« industrialisation par invitation » proposée par Arthur Lewis (1950, p. 151). Pour surmonter la frilosité des entrepreneurs nationaux, le prix Nobel conseille aux gouvernements des pays en développement d'attirer des entreprises étrangères pour fabriquer et exporter des produits manufacturés. Cependant, si l'empereur propose des incitations généreuses aux entreprises étrangères<sup>7</sup> qui investissent dans l'agriculture (coton, sucre), les services (TWA, à l'origine d'Ethiopian Airlines) et l'industrie légère et le raffinage, il attend 1963 pour étendre ces avantages aux entrepreneurs locaux (Keller, 1991) car il redoute les conséquences de l'émergence d'un capitalisme national pour son pouvoir.

Jusqu'en 1974 (tableau 2), l'aide finance 20 % environ des importations (McVety, 2012, p. 125). L'Europe et les États-Unis sont alors les deux principaux partenaires commerciaux de l'Éthiopie (voir graphique infra). Le taux d'investissement est faible (12 % du PIB en moyenne sur la période) et la structure de l'économie évolue peu : la part du secteur manufacturier atteint 5 % du PIB en 1970, et la valeur ajoutée manufacturière par habitant, un dixième à peine de celui la Côte d'Ivoire. La production agricole ne suit pas la croissance démographique, et le métayage (un prélèvement variant d'un tiers à la moitié de la récolte) est un obstacle à l'amélioration des rendements, et ce d'autant plus que, du fait de la priorité donnée à l'enseignement supérieur, 90 % de la population rurale est analphabète (Griffin, 1992, p. 1-26).

**Tableau 2 – Aide internationale à l'Éthiopie en % des importations**

	1954-1974	1975-1991	1992-2002	2002-2015
APD (moyenne)	19 %	51 %	90 %	45 %
<i>Dont aide économique US</i>	10 %	4 %	8 %	4 %
Aide militaire US	9 %	1 %	0 %	0 %

Sources : Montant de l'aide entre 1954 et 1961 : US Aid Greenbook (<https://www.usaid.gov/data/dataset/49c01560-6cd7-4bbc-bfef-7a1991867633>) ; et à partir de 1961 : données du Comité d'aide au développement de l'OCDE.

Montant des importations : statistiques du FMI, <http://data.imf.org/?sk=9D6028D4-F14A-464C-A2F2-59B2CD424B85&slid=1390030341854>.

**Le Derg se tourne vers le camp socialiste.** L'indifférence de l'Empereur face à la famine (cent mille victimes en 1973) et l'impact du choc pétrolier sur l'économie déclenchent des révoltes, le renversement de la monarchie et l'arrivée au pouvoir du Gouvernement militaire provisoire de l'Éthiopie socialiste (Derg, selon l'acronyme amharique) dirigé par Mengistu jusqu'en 1991.

Le Derg instaure un régime de terreur, engage une réforme agraire<sup>8</sup> et lance une campagne qui porte le taux d'alphabétisation à 45 %. Les nationalisations font fuir les investisseurs et de nombreux cadres. L'Éthiopie suspend jusqu'en 1985 ses relations avec la Chine. Le commerce avec l'URSS connaît une courte embellie et, si la part des États Unis dans le commerce extérieur

diminue, l'Éthiopie, qui invite des experts d'Europe de l'Est et de Corée du Nord, continue de recevoir une aide occidentale importante.

Confronté à la révolte de l'Érythrée et à l'invasion de l'Ogaden par la Somalie (1977), le gouvernement consacre la moitié du budget à l'armée. Deux années de sécheresse et le déplacement forcé des populations provoquent une famine qui fait un million de victimes entre 1984 et 1985. La gestion désastreuse du Derg (contrôle des prix et surévaluation du Birr, dont la parité reste inchangée jusqu'en 1991) ralentit la production industrielle, dont une partie est mobilisée pour l'armée. Vers la fin de la décennie, l'État modifie son attitude vis-à-vis du secteur privé, sans parvenir à restaurer la confiance.

Ce bref rappel historique souligne deux permanences qui sont liées au fait que l'Éthiopie n'a pas été colonisée. D'une part, le rôle de l'État comme principal agent de la modernisation, une caractéristique que l'Éthiopie partage avec un petit nombre de pays du Sud : l'Égypte, le Siam, la Perse, l'Empire ottoman et le Japon, qui tous ont engagé des tentatives précoces d'industrialisation pour maintenir leur indépendance face à l'Occident<sup>9</sup>. D'autre part, la diversité de ses partenaires et de ses références. L'Éthiopie, qui commerçait avec les États-Unis et le Japon avant la guerre, s'est rapproché de l'URSS dans les années 1970, et ensuite avec la Chine.

**La rupture.** Le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (DRAPE), qui renverse le DER, instaure un régime autoritaire qui s'inspire des modèles asiatiques de développement et, tirée par l'investissement, la croissance s'accélère.

**Un régime autoritaire...** Après deux ans de guerre civile, le FDRPE instaure une République fédérale en 1991. Dirigeant du Front populaire de libération du Tigray, Meles Zenawi s'impose à la tête du FDRPE qui remporte les élections organisées en 2000 après la guerre avec l'Érythrée. Cinq ans plus tard, son succès électoral est contesté. Haile Mariam Dessalegn succède à Meles Zenawi, décédé en 2012, et le pouvoir se durcit. Aux élections de 2015, le FDRPE monopolise la représentation populaire et l'élite tigréenne impose un régime autoritaire. En 2016, des expropriations de terres pour la construction de zones industrielles déclenchent des révoltes brutalement réprimées dans la province d'Oromo. L'état d'urgence est instauré, puis levé quelques mois plus tard, mais le pays reste secoué par les révoltes. Haile Mariam Dessalegn démissionne en 2017 et Abiy Ahmed, originaire de la région de la province d'Oromo, est élu en mars 2018. Il a promis de mener une politique plus inclusive, et plusieurs milliers de personnes ont été libérées ; mais en décembre 2018, l'armée a violemment réprimé

9. Exception faite du Japon, ces tentatives ont partout fait long feu (Batou, 1991).

10. Cela a notamment été illustré par le remplacement de l'Ethiopian Manufacturing Industries Association

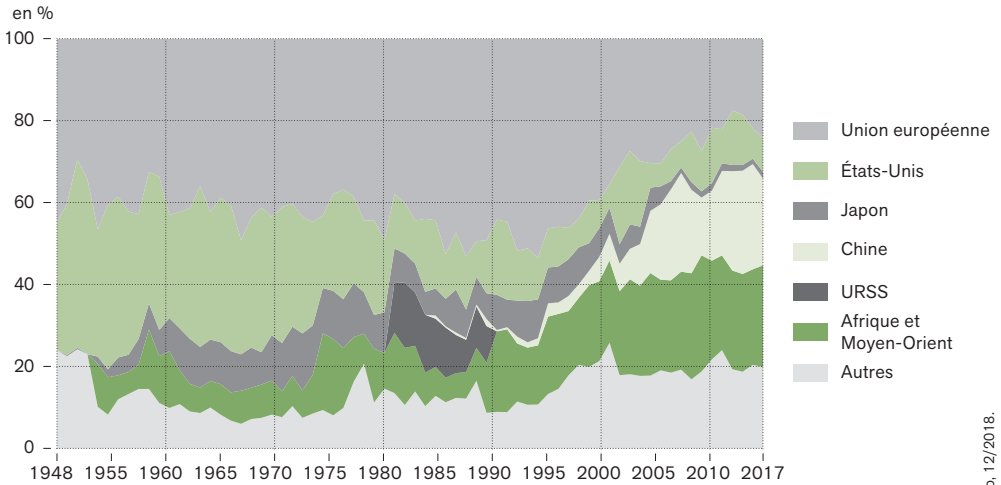
par la National Chamber of Commerce, pro-gouvernementale (Altenburg, 2010).

11. Dans sa thèse inachevée, Zenawi (2006) reprend les analyses de Chalmers Johnson (1982) sur Japan

Inc, d'Alice Amsden (1989) sur la Corée, et de Wade (1990) sur Taiwan.

12. Le Rwanda s'inspire de Singapour, le Kenya de la Malaisie.

## Principaux partenaires commerciaux de l'Éthiopie entre 1948 et 2017



Source : FMI, <http://data.imf.org>.

des manifestations ethniques à Addis Abeba. Abiy Ahmed a également annoncé des privatisations, toutefois la mise en œuvre de cette réforme, qui pourrait susciter l'entrée d'investissements directs étrangers, se heurtera à de nombreuses résistances au sein même du gouvernement d'ici les élections de 2020.

Jusqu'en 2005, démocratisation et libéralisation économique ont évolué de concert mais, depuis, les relations entre l'État et le secteur privé se sont détériorées<sup>10</sup>.

**... inspiré par les expériences asiatiques.** Entre 1991 et 2012, tout en partageant l'idéologie du Derg, Meles Zenawi a mené simultanément une transition vers un État fédéral et vers l'économie de marché dans le cadre d'un programme d'ajustement structurel et de réduction de la dette : le birr est dévalué, les prix (hors produits pétroliers) libérés, les tarifs douaniers ramenés de 230 % en 1991 à 20 %. Au terme de cet ajustement, en 2002, Meles Zenawi critique la gestion néolibérale imposée par les institutions financières internationales. S'appuyant sur les analyses hétérodoxes des expériences d'Asie de l'Est<sup>11</sup>, il élabore la notion de « développementalisme démocratique », une variante de l'État développeur asiatique, dans laquelle l'État met l'accent sur l'éradication de la pauvreté, tout en veillant à ce que le capital privé finance les activités productives (Fourie, 2015).

Si Meles Zenawi n'est pas le seul chef d'État africain à être séduit pas les modèles asiatiques, il est l'un des rares<sup>12</sup> à s'en être inspiré pour développer son pays. En Éthiopie, cette greffe institutionnelle est autant un emprunt à l'Asie qu'un avatar de l'économie administrée des empereurs modernisateurs du XIX<sup>e</sup> siècle (Gascon, 2015) et du mouvement réformateur du début du XX<sup>e</sup>.

EufCarto, 12/2018.



L'engagement de Meles Zenawi pour le développement et l'accélération de la croissance ont séduit les bailleurs de fonds, et l'Éthiopie est l'un des pays africains les plus aidés (l'aide finance un cinquième de la Formation brute de capital fixe – FBCF – dans les années 2010). À l'aide multilatérale s'ajoute celle des États-Unis, du Japon, du Royaume-Uni et de la Chine, depuis la visite de Zenawi à Pékin et de Jiang Zemin à Addis-Abeba.

Dans les années 1990, le gouvernement adopte une stratégie d'industrialisation tirée par le développement agricole (ADLI) qui, donnant la priorité aux petits exploitants, valorise l'abondance de terres et de main-d'œuvre. Inspiré des expériences asiatiques, l'Industrial Development Strategy (IDS) vise à élever la productivité agricole pour engendrer une demande industrielle et canaliser le crédit vers des projets intensifs en main-d'œuvre. L'IDS inspire plusieurs plans : le Sustainable Development and Poverty Reduction (2002-2005), l'Accelerated and Sustained Development to End Poverty (2005-2010), le Growth Transformation Plan (GTP I, entre 2010-2015) et son successeur (GTP II de 2015-2020), et enfin la « Vision 2025 », qui donne la priorité à la construction de zones industrielles. Parallèlement, l'État crée des institutions pour coordonner les activités et offrir une assistance technique aux industries du cuir, du textile et des métaux.

**Les moteurs de la croissance.** La croissance s'accélère à partir de 2000 : elle passe de 6 % entre 1995 et 2000, à 10 % entre 2005 et 2015.

Depuis 2000, l'accélération de la croissance s'explique par l'agriculture (selon la FAO, le volume des récoltes de céréales a doublé entre 2000 et 2016 grâce à l'augmentation des rendements), les services et la construction que dynamise l'urbanisation (la population urbaine a augmenté de 15 % à 19 %). La baisse de la part de l'agriculture dans le PIB (tableau 3) s'accompagne de la hausse des services et de l'industrie hors secteur manufacturier<sup>13</sup>. Entre 2000 et 2015, la croissance du secteur manufacturier éthiopien a été aussi rapide qu'au Kenya et au Rwanda, et sa part dans le PIB est restée inférieure à la moyenne africaine (7 % du PIB, hors Afrique du Sud).

Le secteur manufacturier formel (établissements de plus de dix emplois) est dominé par des activités traditionnelles à faible productivité (agroalimentaire, industrie légère) et les activités susceptibles de créer des interactions (mécaniques, électriques) ou des biens intermédiaires représentent moins d'un tiers de la valeur ajoutée (VA) manufacturière. Le poids du secteur des minerais non métalliques s'explique par l'importance de la construction.

**13.** Les mines occupant une part faible dans l'économie, la progression de l'industrie hors secteur manufacturier renvoie à l'évolution du secteur de la construction.

**14.** Ce conglomérat a été créé par cheikh Mohammed Hussein Ali al-Amoudi, homme d'affaires saoudien d'origine éthiopienne,

seconde fortune d'Afrique. Il serait le plus grand investisseur individuel en Éthiopie et il aurait également des activités en Arabie Saoudite et en Suède (où il possède la plus grande raffinerie de pétrole). Il aurait investi plus de trois milliards de dollars en Éthiopie, emploierait six mille salariés et réaliserait un chiffre d'affaires de

trois cents millions de dollars en 2012. Selon Wikileaks (2008), « quasiment toutes les entreprises d'une importance monétaire ou stratégique significative privatisées depuis 1994 sont passées sous le contrôle d'Al-Amoudi ».

**Tableau 3 – Évolution et répartition du PIB par secteurs (1990-2015)**

	1990-1995	1995-2000	2000-2005	2005-2010	2010-2015
	moyenne	moyenne	moyenne	moyenne	moyenne
Part dans le PIB (prix constant)					
VA agriculture/PIB	58,7 %	52,2 %	43,7 %	46,3 %	43,9 %
VA manufacturier/PIB	4,2 %	6,2 %	6 %	4,7 %	4,2 %*
VA industrie hors manufacturier/PIB	6,1 %	6 %	7,2 %	6,8 %	8,3 %
VA services/PIB	28,7 %	29,4 %	37,1 %	37,5 %	39,4 %
Taux de croissance (prix constant)					
Agriculture	4,3 %	4,9 %	6,4 %	8,1 %	5,9 %
Manufacturier	0 %	5,4 %	6,2 %	9,4 %	14,2 %*
Service	2,2 %	7,8 %	8,1 %	14,9 %	10,8 %
PIB	3,2 %	6,1 %	7,3 %	10,9 %	9,8 %
Part dans le PIB (prix courants)					
Exportations biens/PIB	3,10 %	6,1 %	6,2 %	6,5 %	7 %
Exportations services/PIB	nd	nd	nd	8,3 %	7,3 %
FBCF/PIB	12 %*	17 %	20,6 %	23,6 %	34,7 %

\* Ces deux données contradictoires proviennent de la base de données de la Banque mondiale. Il est impossible de savoir si le taux de croissance est surévalué ou si la part de la valeur ajoutée (VA) manufacturière dans le PIB est sous-évaluée : avec une croissance de 14 %, elle devrait atteindre 4,8 %.

Sources : base de données de la Banque mondiale pour la structure de l'offre et les évolutions à prix constants ; pour la structure de la demande, base de données de l'OMC et FMI (appendices statistiques publiées en 1998, 2008 et 2018), et estimation pour la période 1990-1995.

Le secteur manufacturier rassemble trois types d'acteurs (Altenburg, 2010 ; Vaughan, 2011 ; Oqubay, 2015), ayant chacun la même importance en termes d'emploi et de production : 1) les entreprises d'État et les fondations ; 2) les entreprises étrangères, européennes et américaines dans l'agroalimentaire, chinoises, turques et indo pakistanaïses dans l'industrie légère, et enfin les filiales du conglomérat MIDROC<sup>14</sup> ; 3) les sociétés privées éthiopiennes dont certaines appartiennent à des entrepreneurs de la diaspora.

L'évolution de la demande (tableau 3), qui faute de données est mesurée en prix courants, montre que la part des exportations augmente peu alors que celle de l'investissement double entre 1990-1995 et 2005-2015, pour atteindre 38 % entre 2016 et 2017, un pourcentage sans équivalent en Afrique. Cette augmentation explique la dynamique du secteur de la construction et, dans le secteur manufacturier, celle du secteur des matériaux de construction (la production de ciment décuple entre 1995 et 2015).

### État développeur éthiopien

La mobilisation pour le développement est ce qui rapproche le plus l'État éthiopien d'un État développeur ; en revanche, ses relations avec le secteur privé sont très différentes de celles qui ont caractérisé les États asiatiques.

**L'État se mobilise pour le développement.** L'État consacre près de la moitié de ses dépenses à l'investissement. Cette mobilisation (dix points de PIB), sans équivalent en Afrique, étant comparable à celle du Vietnam ou de la Chine. L'État finance la construction d'infrastructures de transport (vingt-cinq mille kilomètres de routes et voie ferrées<sup>15</sup>), de zones industrielles<sup>16</sup>, du barrage de la Renaissance sur le Nil (6 000 MW) et de plusieurs parcs éoliens. En dépit de ces efforts, l'Éthiopie n'a pas rattrapé la moyenne africaine pour la qualité des infrastructures de transport (selon l'indicateur de performance logistique de la Banque mondiale), l'électrification (25 % des foyers dont 85 % en ville et 10 % en zones rurales), le taux d'équipement téléphonique mobile (43 %) et la diffusion d'Internet (10 %)<sup>17</sup>.

**Tableau 4 – Secteur public et secteur privé dans la Formation brute de capital fixe (% du PIB)**

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2012-2015	2015-2016
FBCF public	15 %	14 %	14,9 %	19,6 %	26,5 %	19 %	17 %	16,6 %	17,2 %
FBCF privé	6 %	7 %	8,7 %	7,5 %	8,1 %	16,7 %	21 %	20,8 %	21,4 %
	21 %	21 %	23,6 %	27,1 %	34,6 %	35,7 %	38 %	38,4 %	38,6 %

Source : FMI (divers rapports « Article IV »).

Entre 2007 et 2016, la répartition de l'investissement national (Formation brute de capital fixe) entre le secteur public et le secteur privé (tableau 4) fait apparaître un glissement vers ce dernier qui répond aux objectifs de l'État développeur, sachant toutefois que la frontière entre le secteur public et le secteur privé est assez floue. En effet, à côté des entreprises d'État qui dominent les infrastructures (électricité, télécommunications) et réalisent un quart de la valeur ajoutée manufacturière, on trouve des fondations liées aux partis (ethniques) qui ont été créées dans les années 1990. S'appuyant sur les butins accumulés pendant la guerre civile, ces fondations sont présentes dans de nombreuses activités et leurs profits vont (théoriquement) aux familles des combattants (Vaughan, 2011). Les plus puissantes sont EFFORT (province du Tigre)

**15.** La rénovation de la ligne de chemin de fer entre Addis-Abeba et Djibouti, et la construction de la route entre Addis-Abeba et Ambo.

**16.** Les zones de Lomi et d'Hawassa (inaugurée en 2016 pour le textile), et la zone économique spéciale financée par la Chine.

**17.** Données de la National Bank of Ethiopia (rapport annuel 2013-2014).

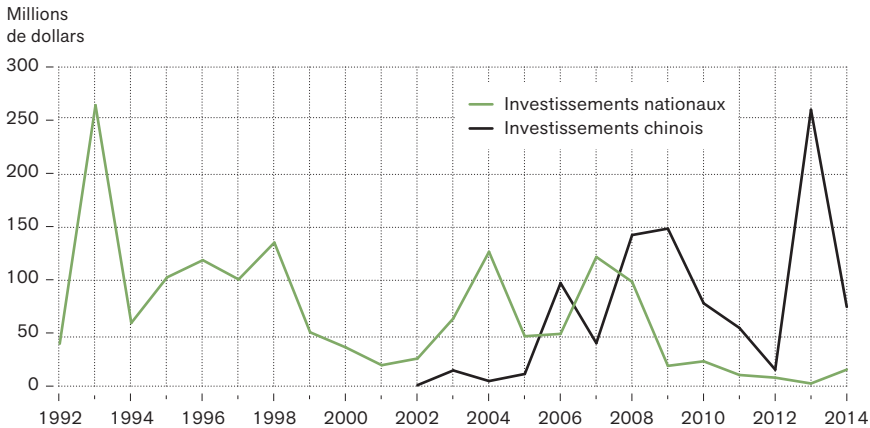
**18.** Créée avec un capital de cent millions de dollars, EFFORT a porté

son capital à trois milliards ; elle emploierait quarante-sept mille salariés (Uliah, 2017) et serait l'un des plus grands conglomérats d'Afrique subsaharienne, présent dans l'habillement, le cuir, l'industrie du ciment et la pharmacie. TIRET a une taille plus modeste.

**19.** <http://www.ebc.et/web/enews/-/gov-t-needs-to-encourage-domestic-investors-to-engage-in-manufacturing>.

**20.** L'Agence éthiopienne d'investissement (AEI) ne publie pas de statistiques sur son site, et si la Banque nationale éthiopienne reprend les données relatives aux projets approuvés, elle le fait de façon épisodique, sans distinguer les projets étrangers et éthiopiens. Le graphique présenté ici s'appuie sur les données obtenues de l'AEI par Woldemariam (2000) et Elias (2016).

## Évolution en valeur des investissements nationaux et chinois dans le secteur manufacturier (1992-2014)



Source : Ethiopian Investment Agency Data.

et TIRET (province d'Amhara)<sup>18</sup>. Ces fondations, qui ont sans doute bénéficié d'un traitement privilégié de l'État, sont présentées par Tesfave (2017) comme les équivalents des conglomérats sud-coréens ; une qualification abusive car si les « chaebols » coréens ont effectivement bénéficié des faveurs de l'État, ils ont cependant été créés par des entrepreneurs qui ne lui étaient pas inféodés.

Outre les fondations, le secteur privé regroupe les entreprises étrangères et celles qui appartiennent à des capitaux éthiopiens. L'État, qui distingue parmi eux les « développeurs » des « rentiers », a l'ambition d'amener ces derniers à investir dans le secteur manufacturier. Il est encore loin d'avoir atteint son objectif. Dans une interview, le directeur de l'Ethiopia Development Center déclarait que ce secteur attire seulement 13 % de l'investissement privé en 2013<sup>19</sup>.

**Absence de confiance.** Selon l'Agence éthiopienne d'investissements (AEI)<sup>20</sup>, le secteur manufacturier aurait absorbé 20 % de l'investissement privé entre 1992 et 1998, derrière l'agriculture (28 %) et les services (50 %). Le manque d'allant du secteur privé pourrait s'expliquer par l'attitude du gouvernement vis-à-vis des entreprises éthiopiennes, qui peut être illustré par sa réaction à la concurrence chinoise. À partir de 2000, l'entrée des produits chinois sur le marché éthiopien a mis en faillite de nombreuses entreprises, de même que des artisans (Tegegne, 2006, p. 647-679). Alors que des chefs d'État africains demandaient à l'État chinois de prendre des mesures d'autolimitation de ses exportations (Brautigam, 2009, p. 215), le Premier ministre éthiopien déclarait : « Leurs prix sont bons, leur volume est bon. Ils concurrencent d'autres produits étrangers et ils concurrencent les produits éthiopiens. Quel est le gagnant de cette concurrence ? Le produit » (Seifudein, 2012, p. 143-160).

Appréciée des autorités chinoises, cette réponse ne traduit pas une forte empathie de l'État envers le secteur privé éthiopien. Elle contraste avec l'attitude du président sud-coréen et ex-dirigeant de Korea Inc, selon lequel « pour industrialiser le pays, il faut que des millionnaires coréens construisent de grandes usines » (cité dans Sakong, Leroy, 1980). Dans sa gestion de l'économie, l'État éthiopien semble considérer les entreprises comme un mal nécessaire. S'inspirant des réunions mensuelles des exportateurs qu'organisait le président sud-coréen pour résoudre leurs problèmes, le gouvernement éthiopien a créé un Comité de coordination des exportations (Grebreyesu, 2012), auquel ni les entreprises, ni les banques n'étaient conviées, une absence qui peut expliquer l'irréalisme des objectifs d'exportation.

Les outils de la politique industrielle éthiopienne diffèrent également de ceux utilisés par les États asiatiques. Le gouvernement éthiopien s'est opposé à la demande de libéralisation du secteur bancaire par les institutions financières internationales<sup>21</sup>, mais s'il a fait du crédit un outil de ciblage<sup>22</sup>, l'obtention de ces crédits n'a pas été liée au respect de critères de performances (exportations, accès aux technologies), comme cela a été le cas en Asie. En outre, à la différence des États asiatiques qui ont pratiqué une sous-évaluation systématique de leurs monnaies pour promouvoir l'exportation de produits manufacturiers, le taux de change effectif du birr connaît des périodes d'appréciation corrigées par des dévaluations.

### L'insertion de l'Éthiopie dans l'économie mondiale

L'économie éthiopienne est assez peu ouverte aux échanges et son commerce extérieur est très déséquilibré ; ses exportations, peu diversifiées, sont dominées par les produits agricoles, et la place des produits manufacturiers a peu progressé. La géographie des échanges a par contre évolué avec l'essor de la Chine, devenue le premier fournisseur de biens et de services de construction. L'Éthiopie, qui s'est ouverte aux IDE, a attiré des entreprises des pays émergents, la Chine et la Turquie étant les principaux investisseurs dans l'industrie.

**Faible diversification des exportations.** La composition des exportations évolue moins que leur géographie. Elles sont dominées par les produits agricoles et la transformation la plus remarquable a été l'essor des fleurs coupées (tableau 5), qui est attribué à une bonne coordination entre Ethiopian Airlines

**21.** Le gouvernement s'est opposé au FMI qui demandait la libéralisation du secteur bancaire, et ce conflit a provoqué une suspension temporaire de l'aide ; une anecdote rapportée par Stiglitz (2002, p. 32).

**22.** La Commercial Bank of Ethiopia et la Development Bank of Ethiopia financent respectivement les fonds

de roulement et les investissements à long terme, à des taux inférieurs de deux à cinq points aux taux du marché. En 2012 (source : site DBE), les deux tiers des prêts de la DBE allaient au secteur manufacturier, et les principaux secteurs bénéficiaires étaient le textile et les matériaux de construction (avec une forte

concentration : 83 % des prêts sur cinquante projets).

**23.** L'activité des entreprises chinoises à l'étranger est renseignée dans les statistiques publiées par le National Bureau of Statistics (<http://www.stats.gov.cn/english/>).

et les entreprises étrangères. Entre 2005 et 2017, leur part augmente de 1 à 7 % des exportations, soit la même progression que celle des produits manufacturés. Parmi ces derniers, les plus importants relèvent du textile et du cuir (cent trente millions de dollars en 2017, soit dix fois moins que l'objectif du plan) devant les produits mécaniques et, plus récemment, des téléphones mobiles assemblés en Éthiopie et vendus dans la région.

La géographie du commerce extérieur a été modifiée par l'essor de la Chine, qui fait désormais jeu égal avec l'Union européenne et l'Afrique/Moyen-Orient (tableau 5 et graphique supra). Si la Chine est devenue le premier fournisseur (elle est à l'origine de 24 % des importations en 2017) de l'Éthiopie, elle est un débouché plus modeste des exportations éthiopiennes (11 %). En outre, la Chine exporte davantage de services que de biens vers l'Éthiopie. En effet, comme ailleurs en Afrique, les entreprises chinoises dominent le marché des grands travaux et, selon les statistiques du ministère chinois du Commerce (Mofcom)<sup>23</sup>, le montant des contrats qu'elles ont réalisé en Éthiopie entre 2010 et 2016 a été en moyenne près de deux fois plus élevé que celui des exportations chinoises vers l'Éthiopie – respectivement 3,8 et 2,1 milliards de dollars entre 2010 et 2016. Au cours de cette période, alors que le rapport entre l'IDE chinois et la Formation brute de capital fixe éthiopienne a été d'environ 1 %, la participation des entreprises de construction chinoises à la réalisation de la FBCF a été en moyenne de 20 % au cours de la période 2010-2016.

**Tableau 5 – Structure des exportations et origine des importations (2005-2017, en milliards de dollars et %)**

	2005	2017
<b>Exportations (milliards de dollars)</b>	<b>0,9</b>	<b>2,8</b>
% du PIB	7 %	4 %
<b>Composition</b>		
Produits agricoles	93 %	88 %
<i>Dont fleurs coupées</i>	1 %	7 %
Produits miniers	6 %	5 %
Produits manufacturés	1 %	7 %
<i>Dont textile habillement cuir et chaussures</i>	1 %	4 %
<b>Destination</b>		
<i>Chine</i>	8 %	11 %
<i>Union européenne</i>	34 %	25 %
<i>Afrique et Moyen-Orient</i>	14 %	16 %
<b>Importations (milliards de dollars)</b>	<b>2,6</b>	<b>11</b>
% du PIB	21 %	15 %
<b>Origine</b>		
<i>Chine</i>	11 %	24 %
<i>Union européenne</i>	28 %	24 %
<i>Afrique et Moyen-Orient</i>	17 %	19 %

Sources : à partir de FMI et Comtrade (Intracen), <http://www.intracen.org/itc/market-info-tools/trade-statistics/et>.

**Ouverture aux IDE des pays émergents.** Le gouvernement éthiopien a renoué avec la stratégie qu'avait suivie Haïlé Sélassié en redéployant ses « invitations » vers les pays émergents. Les IDE, qui fluctuaient en dessous de cinq cents millions de dollars par an dans les années 2000, augmentent rapidement depuis 2012, et, selon la CNUCED, leur stock atteindrait 18,5 milliards de dollars en 2017.

Selon l'Ethiopian Investment Commission, la Chine est l'investisseur le plus important en termes de capital investi et en nombre (avec un millier de projets, dont 70 % dans le secteur manufacturier), et seconde après le Royaume-Uni pour le nombre d'emplois créés (respectivement 14 % et 28 % des emplois permanents). Selon les sources des pays d'origine des IDE, le stock d'IDE de la Turquie serait de 2,5 milliards de dollars (il y aurait cent cinquante entreprises turques employant trente mille Éthiopiens)<sup>24</sup>, selon le Mofcom, il atteindrait deux milliards de dollars fin 2017<sup>25</sup>. La Turquie et la Chine seraient les deux premiers investisseurs devant l'Arabie Saoudite (*via* le groupe Midroc), l'Inde, le Pakistan et la Corée du Sud.

Parmi les partenaires africains de la Chine, l'Éthiopie, dépourvue de matières premières, constitue un enjeu géopolitique – Addis-Abeba abritant le siège de l'OUA et Djibouti accueillant la première base militaire chinoise à l'étranger. Pour les entreprises chinoises, l'Éthiopie est aussi l'une des portes d'entrée de la Communauté de l'Est africain et, grâce à son adhésion à l'Africa Growth Act et à l'initiative européenne « Tout sauf les armes », elle peut éventuellement servir de tremplin vers les marchés occidentaux.

On recenserait quatre cents entreprises chinoises dans le secteur manufacturier<sup>26</sup>, dont une soixantaine employant soixante mille salariés dans la Zone de coopération économique et commerciale à l'étranger (ZCEC, voir encadré) de Dukem, située à l'est d'Addis-Abeba. Les rares informations disponibles<sup>27</sup> sur cette zone suggèrent que, hormis HuaJian (chaussure), dont les performances seraient très exagérées<sup>28</sup>, les entreprises chinoises présentes en Éthiopie exportent peu. Ce qui est conforme aux résultats d'une enquête qualitative menée par la Banque mondiale (Geiger, 2012) auprès des entreprises chinoises implantées en Éthiopie, qui montre qu'elles sont attirées par : 1) une présence chinoise déjà importante, souvent liée à la place occupée par la Chine dans la construction ; 2) la taille du marché et l'absence de concurrence ; 3) les

24. Selon les données du ministère des Affaires étrangères de la Turquie (<http://www.mfa.gov.tr>).

25. <http://fec.mofcom.gov.cn/article/tjsj/tjgb/201809/20180902791493.shtm>.

26. Analyse en cours du China Africa Research initiative (CARI), dirigée par D. Brautingam interviewée par le *Washington Post* le 24 juillet 2018.

27. Ayka Addis assurerait près de la moitié des exportations d'habillement, avec six mille

employés, soit autant que les autres entreprises turques de ce secteur, où ont également investi des Indiens et Pakistanais (données rassemblées par Utesch (2014).

28. Selon He Wenping (2018), avec sept mille cinq cents salariés et un chiffre d'affaires de cent vingt millions, Hulan serait la plus grande entreprise chinoise présente en Éthiopie. Hulan a également investi dans la construction d'une zone industrielle en Éthiopie et d'une autre

au Rwanda. Une analyse fouillée des sources chinoises par Xavier Pairault révèle que les performances de la filiale éthiopienne auraient été très en deçà de ce qui est annoncé par la presse : <https://www.pairault.fr/sinaf/index.php/15-references/1453-chine-ethiopie-deux-brevets-notes-china-ethiopia-two-brief-notes>.

29. Produits du cuir, vêtements, articles en bois (Banque mondiale, 2011).

incitations du gouvernement éthiopien et du gouvernement chinois ; 4) les perspectives du marché régional. Dans leurs réponses, elles ne mentionnent pas la possibilité d'exporter vers l'Europe et les États-Unis depuis l'Éthiopie.

### Les zones d'accueil des entreprises chinoises

Les entreprises chinoises peuvent s'implanter dans trois types de zones :

1) Les zones économiques spéciales (ZES), ou « zones de coopération économique et commerciale à l'étranger », homologuées par le ministère chinois du Commerce. C'est le cas de l'Ethiopian Eastern Industrial Park à Dukem. Une ZES est une enclave organisée par une entreprise chinoise désignée par la Chine pour organiser sur le sol d'un pays tiers un territoire soumis de fait au droit chinois. Leur gestion échappe aux autorités du pays hôte qui en outre disposent rarement d'informations sur les activités de cette zone. Ces zones sont bien sûr très différentes de celles que la Chine a construites dans les années 1980 pour accueillir des investissements étrangers – et plus particulièrement ceux de la diaspora chinoise.

2) Les « zones concédées » qui relèvent de partenariats privé-public résultant d'une concession directe du pays africain hôte à une entreprise chinoise qui cherche à attirer d'autres entreprises chinoises : l'entreprise Hualian a ainsi investi dans la construction d'une zone en Éthiopie et également au Rwanda. Dans ce modèle, les infrastructures appartiennent au pays hôte, ce qui n'est pas le cas des ZES.

3) Les zones construites à l'initiative des pays d'accueil.

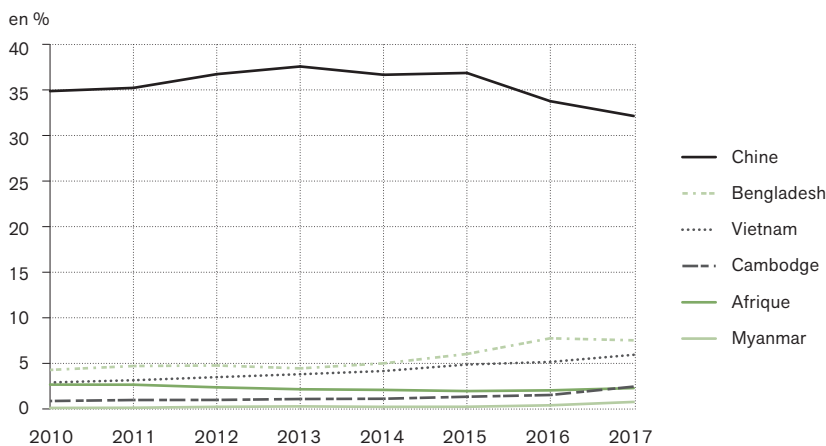
Sources : <http://pairault.fr/sinaf/index.php/publications/1349-la-chine-en-afrique-et-la-question-des-parcs-industriels> ; Chaponnière, Delavelle (2018).

L'État éthiopien prévoit d'investir un milliard de dollars par an pour construire des zones industrielles et y attirer des délocalisations chinoises. Ces dernières suscitent de nombreux espoirs en Afrique subsaharienne depuis que Justin Lin, alors *chief economist* de la Banque mondiale, a déclaré que l'érosion de la compétitivité de l'industrie légère chinoise multiplierait les opportunités d'exportation et susciterait des vagues de délocalisation susceptibles de créer plusieurs millions d'emplois en Afrique (Lin, 2011, 2012). Comparant les coûts de fabrication en Chine, en Éthiopie, en Tanzanie et au Vietnam, de quelques produits emblématiques<sup>29</sup>, une étude de la Banque mondiale (2011) concluait que ces pays étaient bien placés pour concurrencer l'industrie chinoise. Basée sur les prix « sortie usine », cette analyse ne prenait toutefois pas en compte des externalités dont bénéficient les entreprises chinoises implantées au sud de Canton, et qui sont l'une des dimensions de leur compétitivité. Elles expliquent que sept ans plus tard, alors que les salaires en Chine ont continué d'augmenter,



la part des produits *made in China* sur le marché mondial de l'habillement et de la chaussure n'a que légèrement diminué, de 37 à 32 % selon les statistiques Comtrade. Cette érosion bénéficie au Vietnam, au Bangladesh, au Cambodge et au Myanmar, alors que la part de marché de l'Afrique a légèrement diminué (de 0,9 à 0,6 %). L'Afrique subsaharienne exporte moins de vêtements que le Cambodge, peuplé de seize millions d'habitants, et elle pourrait être dépassée par Myanmar qui, arrivé sur le marché à la fin de la décennie 2000, en exporte dix fois plus que l'Éthiopie.

### Évolution des parts de production sur le marché mondial de l'habillement et de la chaussure (2010-2017)



Source : International Trade Center ; <http://www.intracen.org/itc/market-info-tools/statistics-export-product-country/>.

On n'a pas encore assisté à un mouvement de délocalisations industrielles de la Chine vers l'Afrique, et il est peu probable que ce mouvement devienne massif. En effet, confrontées aux hausses de coût en Chine, les entreprises chinoises ont le choix entre : 1) ne pas quitter les régions côtières et automatiser leur fabrication ; 2) s'implanter dans les provinces de l'Ouest où les infrastructures se sont améliorées et où les salaires sont plus faibles ; 3) délocaliser à l'étranger. Une enquête menée fin 2017 auprès de six cent quarante entreprises de l'industrie légère du sud de Canton (Xu *et al.*, 2017) montre que, confrontée aux hausses de coûts, la majorité d'entre elles prévoit d'automatiser les lignes de production, quand seulement une faible minorité (6 % dans l'habillement et 12 % dans la chaussure) envisage de quitter la région côtière. Parmi ces dernières, la moitié prévoit de s'implanter à l'ouest de la Chine, et

30. Intervention à une table ronde Chine-Afrique au séminaire international de Charm el-Cheikh de

décembre 2017, [https://uncova.com/africa2017-why-african-countries-](https://uncova.com/africa2017-why-african-countries-should-emulate-chinas-development-model)

[should-emulate-chinas-development-model.](https://uncova.com/africa2017-why-african-countries-should-emulate-chinas-development-model)

l'autre de délocaliser dans un pays étranger, la plupart envisage de s'installer en Asie du Sud-Est et quelques-unes évoquent l'Éthiopie.

En dépit des évolutions constatées depuis dix ans et des résultats de ces enquêtes, des représentants d'institutions internationales<sup>30</sup> continuent d'annoncer l'imminence d'un grand déménagement de l'industrie légère chinoise et la création de millions d'emplois en Afrique !

## Conclusion

Depuis 2000, l'État éthiopien se mobilise pour le développement. Il investit massivement dans la mise à niveau des infrastructures et fait des efforts considérables pour la scolarisation, la formation technique (construction de six cents collèges techniques accueillant un million d'élèves) et universitaire (construction de trente universités prévoyant d'accueillir quatre cent mille étudiants, et modification des *curricula* vers les matières scientifiques). Cette mobilisation et l'élimination des distorsions héritées des années du Derg constituent les deux principaux ingrédients de l'accélération de l'économie éthiopienne qui a permis une forte réduction de la pauvreté depuis 2000. Cette accélération, qui a effacé le retard accumulé pendant la période du Derg, sera-t-elle suivie par un véritable décollage ? Le gouvernement a donné la priorité à l'amélioration des infrastructures, dont la situation en Éthiopie comme dans la plupart des pays africains (Foster, 2010) est l'un des principaux obstacles au développement : seulement 10 % de la population rurale vit à moins de deux kilomètres d'une route asphaltée (contre 32 % au Kenya et 18 % au Mali, par exemple, selon Celestous, 2012). Le gouvernement éthiopien a suivi l'adage chinois – « Pour devenir riche, il faut commencer par construire une route » – en donnant la priorité à la construction d'infrastructures.

Ces investissements créent des emplois et contribuent directement à la croissance et à la réduction de la pauvreté, tout en améliorant la productivité d'ensemble de l'économie. Toutefois, la rapidité de la croissance contraste avec la lenteur des transformations structurelles. Comme le montrent Rodrik *et al.* (2017), en Éthiopie comme dans les autres pays africains connaissant une croissance rapide, la hausse de la productivité dans l'agriculture s'accompagne de sa baisse dans les activités non agricoles (services et construction), tandis que la baisse de la part de l'agriculture dans le PIB s'accompagne d'une hausse de celle des services, et non du secteur manufacturier. L'exode rural nourrit l'emploi informel urbain, non seulement dans les services mais aussi dans les activités manufacturières. Entre 2003 et 2013, selon les données de la Central Statistical Agency (CSA), l'effectif du secteur manufacturier éthiopien a augmenté de 1,4 à 2,1 millions d'emplois, dont les deux tiers relèvent d'activités informelles (1,3 à 1,7 million), où la productivité apparente (valeur ajoutée par emploi) est proche de celle de l'agriculture. D'ici 2025, la population en âge de travailler aura augmentée de quarante millions d'individus, quand la « Vision 2025 » prévoit un accroissement de 1,6 million d'emplois dans le secteur manufacturier

(formel) : atteindre cet objectif ambitieux permettrait d'absorber moins de 5 % des entrées sur le marché du travail, auxquelles s'ajouteraient celles suscitées par l'exode rural. L'Éthiopie confirme ainsi les conclusions de l'étude « Rural Struc » (Losch, 2011), qui démontre que l'industrialisation ne saurait être, à elle seule, une réponse au défi de l'emploi en Afrique.

L'effort d'investissement éthiopien est financé par l'aide internationale, et par les prêts contractés auprès de la Chine, qui en finançant 30 % des investissements publics a réendetté l'Éthiopie<sup>31</sup>. Faute d'avoir réduit le « déficit manufacturier » (Page, 2016), la croissance creuse le déficit commercial et son financement gonfle une dette dont les modalités se durcissent : en janvier 2018, selon le rapport « Article IV » du FMI (janvier 2018), les réserves couvraient deux mois d'importations. Cette détérioration macro-économique fait hésiter les entreprises et les banques chinoises à s'engager davantage en Éthiopie (Aglionby, 2018) et plus généralement en Afrique subsaharienne ; selon Reuters, l'Éthiopie aurait négocié le rééchelonnement d'une partie de sa dette avec la Chine<sup>32</sup>. À l'approche du sommet Chine-Afrique (septembre 2018), un « think tank chinois » (Anbound, 2018) évoquait la fatigue de la Chine vis-à-vis de l'Afrique : les relations économiques (commerce, investissement et crédit) entre la Chine et le continent stagnant depuis 2014 (Wenjie, 2018).

À moyen et long terme, la soutenabilité de la croissance éthiopienne dépend des gains de productivité que devrait permettre son industrialisation. Analysant l'écart entre les objectifs et les performances du secteur manufacturier, la Banque mondiale l'attribue à la faible productivité qui ne permet pas aux entreprises de capitaliser sur les bas salaires, à la pénurie de personnel qualifié et aux difficultés d'accès au financement des entreprises. Elle omet d'indiquer que les capitaux éthiopiens s'intéressent peu à ce secteur et que leurs difficultés d'accès au financement sont en partie la conséquence d'une politique industrielle qui, privilégiant les IDE et les entreprises proches du pouvoir, a un effet d'éviction sur les entreprises locales. Aussi importe-t-il de se souvenir qu'Arthur Lewis concevait la stratégie d'invitation comme une étape, car les IDE ne peuvent pas se substituer aux entreprises locales pour le développement d'un pays, en Éthiopie comme ailleurs.

**31.** Un tiers de la dette externe publique garantie par l'État a été contracté auprès de la Chine (soit sept milliards de dollars) et trois milliards de dollars seraient en

attente de décaissement dans le cadre du programme Belt and Road Initiative (Hurley *et al.*, 2018).

**32.** "Reuters Ethiopia PM Says China Will Restructure Railway Loan", 6 septembre 2018.

## Bibliographie

**Acemoglu, D., Robinson, J.A.** (2012), *Why Nations Fail. The Origine of Power and Prosperity*, New York, Random House.

**Aglionby, J.** (2018), "China Scales Down Investment", *Ethiopia Financial Times*, 3 juin.

**Altenburg, T.** (2010), "Industrial Policy in Ethiopia", Bonn, Deutsches Institut für Entwicklungspolitik.

**Amsden, A.** (1989), *Asia's Next Giant. South Korea and Late Industrialization*, Oxford, Oxford University Press.

**Anbound** (2018), "China's Slowdown in Foreign Investment will Affect Its Belt & Road Initiative", 4 juin.

**Banque mondiale** (2011), "Light Manufacturing in Africa", Washington.

**Banque mondiale** (2018), "Ethiopian Economic Update. The Inescapable Manufacturing Service Nexus", Washington.

**Batou, J.** (1991), *Cent ans de résistance au sous-développement. Les tentatives précoces d'industrialisation à la périphérie*, Paris, Droz.

**Brautigam, D.** (2009), *The Dragon's Gift*, Oxford, Oxford University Press.

**Calvitt, C.** (2009), "A Japanese Scoundrel's Skin Game. Japanese Economic Penetration of Ethiopia and Diplomatic Complications before the Second Italo-Ethiopian War", *Proceedings of the 16<sup>th</sup> International Conference of Ethiopian Studies*, édité par Svein Ege, Harald Aspen, Birhanu Teferra, Shiferaw Bekele, Trondheim.

**Chalmers, A.J.** (1982), *MITI and the Japanese Miracle*, Redwood City, Stanford University Press.

**Chang, H.J.** (2016), "Transformative Industrial Policy for Africa", Addis-Abeba, Commission économique pour l'Afrique.

**Chaponniere, J.-R.** (2012), "China in Africa. Does History Repeats Itself", *Africa East Asian Affairs. The China Monitor*, vol. LXXIII.

**Chaponniere, J.-R., Delavelle, C.** (2018), « Comment la Chine contribue-t-elle au développement des pays africains ? », *Palimpseste*, n° 20, Institut de prospective du monde méditerranéen.

**Duri, M.** (1969), "Private Foreign Investment in Ethiopia (1950-1968)", *Journal of Ethiopian Studies*, vol. VII, n° 2, p. 53-78.

**Foster, V., Briceño-Garmendia, C.** (2010), « Infrastructures africaines. Une transformation impériative », AFD, Banque mondiale.

**Fourie, E.** (2015), « L'Éthiopie et le Kenya face au "modèle chinois" de développement », *Afrique contemporaine*, n° 253, p. 87-103.

**Gascon, A.** (2009), « "L'Éthiopie tendra les mains vers Dieu". 2000 ans d'État éthiopien », *L'Espace politique*, n° 7.

**Gascon, A.** (2015), « L'Éthiopie des "15 Glorieuses", moteur de l'Afrique orientale, entre recherche de leadership et fragilités », *Afrique contemporaine*, n° 253, p. 37-51.

**Geiger, M., Goh, C.** (2012), "Chinese FDI in Ethiopia", Working Paper, n° 74384, Washington, World Bank.

**Grebreyesus, M.** (2012), "Industrial Policy and Development in Ethiopia", UNU Learning to Compete, Working Paper, n° 6.

**Griffin, K.** (1992), *The Economy of Ethiopia*, Londres, St Martin Press.

**He Wenping** (2018), "It is time for Africa", *Beijing Review*, n° 27, juillet.

**Hurley, J., Morris, S., Portelance, G.** (2018), "Examining the Debt Implications of the Belt and Road Initiative from a Policy Perspective", Center for Global Development, Working Paper, n° 121, mars.

**Juma, C.** (2012), "Poor Infrastructures is Africa's Soft Underbelly", *Forbes Magazine*, 25 octobre.

**Keller, E.** (1991), *Revolutionary Ethiopia. From Empire to People's Republic*, Bloomington, Indiana University Press.

**Lewis, W.A.** (1950), "The Industrialisation of the British West Indies", *Caribbean Economic Review*, vol. II, n° 1, p. 1-51.

**Lin, J.** (2010), "From Flying Geese to Leading Dragon", Policy Research Working Paper, Washington, Banque mondiale.

**Lin, J.** (2012), *New Structural Economics. A Framework for Rethinking Development Policy*, Washington, Banque mondiale.

**Lin, J., Monga, C.** (2017), *Beating the Odds. Jump Starting Developing Countries*, Princeton, Princeton University Press.

**Losch, B. et al.** (2011), "Rural Transformation and Late Developing Countries in a Globalizing World. A Comparative Analysis of Rural Change", Synthesis of the The RuralStruc Program on the Structural Dimensions of Liberalization in Agriculture and Rural Development, Final Report.

**McKinsey Global Institute** (2016), "Lions on the Move Realizing the Potential of Africa's Economy", Bruxelles.

**McVety, A.** (2012), *Enlightened Aid. US Development as Foreign Policy in Ethiopia*, Oxford, Oxford University Press.

**Mehretu, A.** (2013), "Partners for Progress and Modernization. Rise and Fall of United States of America's Soft-Power Relations with Ethiopia", *Eastern Africa Social Science Research Review*, vol. XXIX, n° 2.

**Meron, E.** (2016), "Effect of Tax Incentive on Domestic Investment in Ethiopia. A Case Study in the Manufacturing Sector", The Department of Accounting and Finance College of Business and Economics

**Metaferia, G.** (2009), *Ethiopia and the United States. History, Diplomacy and Analysis*, New York, Algora.

**Michailoff, S.** (2015), *Africanistan. L'Afrique en crise va-t-elle se retrouver dans nos banlieues ?*, Paris, Fayard.

**Morawetz, D.** (1975), "Twenty Five Years of Economic Development", Washington, Banque mondiale.

**Nicolas, F.** (2017), "Chinese Investors in Ethiopia The Perfect Match?", *Notes de l'IFRI*, mars.

**Oqubay, A.** (2015), *Made in Africa. Industrial Policy in Ethiopia*, New York, Oxford University Press.

**Osterhammel, J.** (2017), *La Transformation du monde. Une histoire globale du XIX<sup>e</sup>*, Paris, Nouveau Monde.

**Page, J., Newman, C.** (2016), "Made in Africa. Learning to Compete in Industry. Economic Report on Africa 2015. Industrializing through Trade", Washington, Banque mondiale.

**Pankhurst, R.** (1961), *An Introduction to the Economic History of Ethiopia, from Early Times to 1800*, Londres, Lalibela House.

**Pankhurst, R.** (1996), "Post World War II Ethiopia British Military Policy and Action for the Dismantling an Acquisition of Italian Factories and Other Assets", *Journal of Ethiopian Studies*, vol. XXIX, n° 1, p. 35-77.

**Rodrik, D., Diao, X., McMillan, M.** (2017), "The Recent Growth Boom in Developing Economies. A Structural Change Perspectives", International Food Policy Research Institute.

**Sakong, I., Leroy, J.** (1980), *Government, Business and Entrepreneurs in Economic Development. The Korean Case*, Cambridge, Harvard University Press.

**Seifudein, A.** (2012), "China in Ethiopia. Diplomacy and Economics of Sino-Optimism", *African Studies Review*, vol. LV, n° 1, p. 143-160.

**Stiglitz, J.** (2002), *Globalization and Its Discontents*, Londres, W.W. Norton & Co.

**Tegegne, G.** (2006), "Asian Imports and Coping Strategies of Medium, Small and Micro Firms. The Case of Footwear Sector in Ethiopia. Chinese Imports and the Ethiopian Shoe Industry", *Journal of Modern African Studies*, vol. XLV, n° 4, p. 647-679.

**Tesfave, A.** (2017), *State and Economic Development in Africa. The Case of Ethiopia*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.

**Uliah, U.** (2017), "Analysis. Inside the controversial EFFORT", Addis Standard, 16 janvier.

**Utesch, F.** (2014), "Manufacturing of Foreign Companies in Ethiopia and Kenya. Economic and Social Impacts", Bachelor Thesis, Münster, University of Applied Sciences.

**Vaughan, S., Gebremichael, M.** (2011), "Rethinking Business and Politics in Ethiopia. The Role of EFFORT, the Endowment Fund for the Rehabilitation of Tigray", Research Report, *Africa Power and Politics*, n° 2.

**Wade, R.** (1990), *Governing the Market*, Princeton, Princeton University Press.

**Wenjie, C., Nord, R.** (2018), "China and Africa. Whither the Belt and Road?", *Bridges Africa*, vol. VII, n° 5.

**Woldemariam, K.** (2000), "A Comparative Case Study of Private Investment and Economic Development in Ethiopia and Tanzania (1986-1996)", Atlanta University.

**Wubneh, M.** (1991), "Ethiopia. Library of Congress Country Study", Chapter 3, "Growth and Structure of the Economy".

**Xu, J., Gelb, S., Li, J., Zhao, Z.** (2017), "Adjusting to Rising Costs in Chinese Manufacturing. What Opportunities for Developing Countries", Center for New Structural Economics, décembre.

**Zenawi, M.** (2006), "African Development Dead End and New Neginning", [www.africanidea.org](http://www.africanidea.org).